



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 15/11/24

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES ET MATERIAUX NORD EST

Technopole de NANCY Brabois
10 rue du Bois de la Champelle
54500 Vandœuvre-Lès-Nancy

Références : 2024_2490
Code AIOT : 0006203595

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX NORD EST (CMNE) implanté Jeu de quilles 54123 Viterne. L'inspection a été annoncée le 24/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET MATERIAUX NORD EST
- Jeu de quilles 54123 Viterne
- Code AIOT : 0006203595
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMNE est autorisée par arrêté préfectoral 2008-604 du 15 février 2010, complété et modifié dernièrement par arrêté préfectoral complémentaire 2023-0804 du 13 novembre 2023, à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur la commune de Bainville-sur-Madon jusqu'au 6 décembre 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 15/02/2010, article 5.4.2	Sans objet
2	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 15/02/2010, article 5.5.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 15/02/2010, article 5.5.3	Sans objet
4	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 15/02/2010, article 5.5.4	Sans objet
5	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 15/12/2010, article 7.4	Sans objet
6	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 15/02/2010, article 5.5.5	Sans objet
7	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 15/02/2010, article 7.3	Sans objet
8	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 9.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux objectifs de cette inspection ont été de contrôler le respect des dispositions relatives à la tenue à jour des plans, des dispositions relatives à la prévention des pollutions, en particulier en lien avec le remblaiement par matériaux externes inertes et l'avancée de la finalisation de la remise en état.

L'exploitant réalise le suivi des effets de la carrière sur l'environnement conformément aux dispositions réglementaires. **Toutefois, l'exploitant ne procède pas à la transmission des différents documents et résultats d'analyses, normalement dus à l'inspection des installations classées.** Un rappel en ce sens lui a été fait.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2010, article 5.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Prescription contrôlée : L'exploitant met à jour le plan topographique au 1/2000ème de son exploitation au moins une fois par an. Le plan ainsi mis à jour est transmis au plus tard le 15 octobre de chaque année à l'inspection des installations classées .../....
Constats : Le plan topographique mis à jour le 16/10/2023 a été transmis à l'inspection en vue de la visite. Il a été rappelé à l'exploitant qu'il doit être transmis à l'inspection des installations classées de façon systématique annuellement, ce qui n'est pas le cas depuis plusieurs années. Une attention particulière est à porter au respect des transmissions prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2010, article 5.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisées sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Sur site, il est bien constaté la présence d'une aire étanche conforme aux prescriptions imposées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2010, article 5.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : Les eaux canalisées (eaux pluviales) rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : [...] Une mesure semestrielle des paramètres suivants est effectuée au frais de l'exploitant et une copie des résultats est adressée à l'inspection des installations classées : pH, température, MEST, DCO, hydrocarbures.
Constats : Aucun rejet d'eau pluviales canalisées n'a lieu sur le site de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2010, article 5.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux de la source du Girondeuil
Prescription contrôlée : Un piézomètre de contrôle de la nappe à l'extrémité Nord de la carrière est implanté, avec nivellement du piézomètre du forage de recherche d'eau en bordure de la RD974 et des émergences du captage de Girondeuil, exploité par le syndicat des eaux de Viterne. Une mesure semestrielle de la qualité des eaux sera effectuée au frais de l'exploitant et une copie des résultats sera adressée à l'inspection des installations classées. Ces analyses sont de type P1, auquel est rajouté le paramètre « hydrocarbures dissous ». ../..
Constats : Le dernier contrôle sur le piézomètre de contrôle a eu lieu le 6 mai 2024. Les analyses à réaliser sont de type P1 auquel doit être rajouté le paramètre "hydrocarbures dissous". Les résultats transmis à l'inspection en vue de la visite de ce jour montrent que le paramètre "hydrocarbures dissous" n'a pas été analysé.

<p>De plus, ces mesures doivent faire l'objet de la transmission d'une copie adressée à l'inspection. Aucun résultat n'a été envoyé depuis 2022 que ce soit par courrier ou déclaré par GIDAF.</p> <p>Il a été demandé d'adresser à l'inspection:</p> <ul style="list-style-type: none"> la copie des analyses réalisées au titre des années 2022 et 2023; la date de programmation de la 2ème mesure semestrielle de 2024; les mesures correctives mises en place relatif à l'absence de mesure des hydrocarbures dissous. <p>Par courriel du 28 octobre 2024, l'exploitant a transmis les éléments demandés:</p> <ul style="list-style-type: none"> analyses réalisées les 23/05 et 15/09 pour l'année 2022 et 25/05 et 21/11 pour l'année 2023; prochaine mesure semestrielle 2024 prévue le 07/11/2024; demande d'ajout du paramètre" hydrocarbures dissous" faite auprès du prestataire pour la prochaine mesure. <p>Une copie des résultats relatifs à la mesure prévue le 7 novembre 2024 devra être adressée à l'inspection des installations classées, conformément aux dispositions prévues à l'article 5.5.4.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2010, article 7.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité de la nappe</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système de surveillance par puits de contrôle ou piézomètres de la qualité des eaux de la nappe en périphérie du site sera installé du fait de la connexion hydraulique entre les eaux transitant par la carrière et la source du Lavoir à Viterne ainsi que la source de Pierre-la-treiche, non utilisées pour l'alimentation en eau potable. Pendant toute la durée de l'exploitation, et pendant 3 ans après la fin du remblaiement, deux contrôles seront effectués chaque année, en périodes de hautes eaux et de basses eaux, dans les puits de contrôle ou piézomètres, afin de vérifier la qualité des eaux de la nappe. Ils portent sur les paramètres suivants : pH, température, conductivité, matières en suspension, hydrocarbures dissous, carbone organique total, demande chimique en oxygène, demande biologique en oxygène. .../... Les résultats de ces analyses sont transmis à l'inspection des installations classées .../... .</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle sur le piézomètre de contrôle a eu lieu le 6 mai 2024.</p> <p>Les résultats transmis à l'inspection en vue de la visite de ce jour montrent que l'ensemble des paramètres demandés ont bien été analysés.</p> <p>Cependant, ces mesures semestrielles, à réaliser pendant toute la durée d'exploitation et pendant 3 ans après la fin du remblaiement, doivent faire l'objet de la transmission d'une copie adressée à l'inspection. Aucun résultat n'a été envoyé depuis 2022 que ce soit par courrier ou déclaré par GIDAF.</p> <p>Il a été demandé d'adresser à l'inspection:</p> <ul style="list-style-type: none"> la copie des analyses réalisées au titre des années 2022 et 2023; la date de programmation de la 2ème mesure semestrielle de 2024. <p>Par courriel du 28 octobre 2024, l'exploitant a transmis les éléments demandés:</p> <ul style="list-style-type: none"> analyses réalisées les 23/05 et 15/09 pour l'année 2022 et 25/05 et 21/11 pour l'année 2023; prochaine mesure semestrielle 2024 prévue le 07/11/2024; <p>Une copie des résultats relatifs à la mesure prévue le 7 novembre 2024 devra être adressée à l'inspection des installations classées, conformément aux dispositions prévues à l'article 7.4.</p> <p>De plus, l'exploitant doit veiller à respecter les prescriptions relatives aux transmissions documentaires figurant dans son arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2010, article 5.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
Prescription contrôlée : .../... Un réseau approprié de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place. Les résultats de ces mesures, au moins annuelles, sont communiquées à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant réalise une mesure des retombées de poussières dans l'environnement 2 fois par an et les bilans sont transmis à l'inspection des installations classées via l'outil GEREP au moment de la déclaration annuelle. Les dernières campagnes ont eu lieu: <ul style="list-style-type: none">• du 10/05 au 14/06/2023 (valeur maximale relevée à 69 mg/m²/j)• du 05/07 au 08/08/2023 (valeur maximale relevée à 162 mg/m²/j)• du 03/04 au 14/05/2024 (valeur maximale relevée à 104 mg/m²/j). La 2ème campagne de mesure due au titre de l'année 2024 a eu lieu sur septembre/octobre 2024. L'exploitant est en attente de la réception du rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2010, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement
Prescription contrôlée : Le site pourra être remblayé avec les matériaux suivants : - déchets triés issus de la plate-forme de tri tels que mortier, béton, bétons cellulaire, rebuts de ciment, briques (sauf briques réfractaires), tuiles, pierres, parpaings, agglomérés, céramiques, carrelage, sanitaires, gravats, verre, déchets de minéraux ; - matériaux naturels, sables, graviers, blocs rocheux, résultant de travaux publics et n'ayant pas fait l'objet d'une quelconque contamination ou pollution au cours des travaux. .../... Le pétitionnaire devra afficher la liste des matériaux acceptés en remblaiement. .../... L'exploitant établira un plan maillé de maillage 10 mètres par 10 mètres de son exploitation permettant de localiser les déversements de remblai. .../...
Constats : Le plan topographique mis à jour le 16 octobre 2023 fait bien apparaître le maillage de 10 mètres par 10 mètres. Le site a fait l'objet d'une prolongation de 24 mois par arrêté complémentaire du 13 novembre 2023 uniquement pour la finalisation de la remise sur la base de 125 500 tonnes de remblais à apporter sur un délai de 18 mois. Les apports déclarés sont de 89599 tonnes en 2022 de terres et cailloux et de 73 751 tonnes en 2023. Tout apport fait l'objet d'une déclaration d'acceptation préalable systématique. Pendant l'inspection, le registre des entrants a été consulté: il comporte bien la mention de la maille de remblaiement de destination.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 9.1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières de 214 655 € TTC se substitue à ceux fixés à l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : Un acte de cautionnement pour une période de validité fixée du 12/06/2023 au 06/12/2025 a été établi pour un montant de 214 655 €, conformément au montant figurant à l'article 9-1.
Type de suites proposées : Sans suite